



François-Joseph Ruggiu (dir.)

## Les Études aréales

Alliance Athena

---

# 1. L'état de la recherche : un constat différencié selon les aires et selon les disciplines

---

Éditeur : Alliance Athena  
Lieu d'édition : Alliance Athena  
Année d'édition : 2018  
Date de mise en ligne : 19 janvier 2021  
Collection : Collection ATHENA  
ISBN électronique : 9791093170084



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

1. *L'état de la recherche : un constat différencié selon les aires et selon les disciplines* In : *Les Études aréales* [en ligne]. Paris : Alliance Athena, 2018 (généré le 20 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/allianceathena/477>>. ISBN : 9791093170084.

---

## 1



## L'état de la recherche : un constat différencié selon les aires et selon les disciplines

### 1. Analyse générale

Dans les différents livres blancs, l'identification des secteurs qui se portent bien ou moins bien au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche en France se fait par l'articulation de plusieurs critères : le nombre de chercheur.e.s qui s'y intéressent ; l'existence d'un nombre plus ou moins grand d'unités de recherche (unité mixte de recherche (UMR), équipe d'accueil (EA) sur le territoire national ; l'existence de formations dédiées, en particulier doctorales ; la présence d'un grand nombre de revues ou de collections consacrées à l'aire ou encore le nombre de thèses soutenues.

Il est à noter que ces critères doivent être appréciés avec prudence. Par exemple, un grand nombre de revues sur une sous-aire peut davantage traduire la fragmentation des forces de recherches que l'abondance des travaux. À l'inverse, l'absence de revues sur un champ aréal donné peut amener les spécialistes de ce champ à publier soit dans des revues internationales soit dans des revues disciplinaires qui les mettent au contact d'autres aires et des recherches généralistes. L'idéal est bien sûr de croiser les différents modes de publication (livres, articles dans des revues de profils variés, chapitres d'ouvrage, éditions de textes, supports numériques, etc.) et de considérer les revues françaises et les revues étrangères.

Les livres blancs des différentes aires identifient en détail l'évolution des recherches dans les différentes disciplines et nous nous contenterons dans ce livre de souligner un ensemble de points forts et de points faibles communs aux différentes aires. Ces analyses doivent naturellement être lues à la lumière des spécificités de chaque communauté de chercheur.e.s. Les géographes ou les économistes semblent ainsi ne pas privilégier, dans la structuration de la recherche, l'approche aréale par rapport à l'approche disciplinaire ou thématique, à la différence, par exemple, des archéologues, des politistes, des anthropologues ou des historiens.

Une observation commune à l'ensemble des livres blancs est la capacité des communautés à se repenser depuis les années 1990. Comme le montrent l'évolution des unités de

recherche, ainsi que leurs changements d'appellation, les visions traditionnelles des mondes africains, asiatiques, ou encore méditerranéens ont progressivement cédé la place à des analyses beaucoup plus nuancées, dynamiques et connectées aux problématiques développées sur les sociétés occidentales. Le passage d'« Amérique du Nord » et d'« Amérique latine » aux « Amériques » est très emblématique de ce processus, comme celui d'« Afrique blanche » et d'« Afrique noire » aux « Afriques ». Les dernières manifestations de l'essentialisme, du culturalisme et de l'exotisme ont définitivement disparu et les recherches sur les aires bénéficient en particulier du même haut degré de théorisation que les recherches menées dans les contextes français ou européens. Les communautés scientifiques se sont pleinement saisies des nouveaux objets, par exemple les mouvements politiques ultracontemporains, le genre, l'information et la communication, le vivant et la santé ou encore les problématiques à l'interface climat/environnement/société.

À l'échelle des aires, il est aisé, à titre d'exemple, d'énumérer quelques points forts ou études en plein essor dans le domaine des études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, comme les études turques, le droit musulman, l'histoire médiévale. Mais il y a aussi des lacunes ou faiblesses alarmantes par rapport à la concurrence mondiale : islamologie et domaines de l'érudition ; sciences sociales de l'Iran ; histoire du Maghreb à partir de sources arabes, littérature classique en général, toutes langues orientales confondues, enfin histoire de l'art en pays d'islam.

Or, il est essentiel ici de bien comprendre que, dans la logique des études aréales, il n'y a pas de dissociation possible entre les différents secteurs de la connaissance, par exemple entre les sciences politiques ultracontemporaines qui prendraient en charge l'analyse des mouvements sociaux du monde arabe, de la Chine communiste ou de l'Afrique de l'Ouest, et l'étude de la philologie, des littératures anciennes ou des traditions orales. Elles sont toutes également indispensables pour une compréhension globale des sociétés étudiées dans le passé et dans le présent.

## 2. Un regard contrasté sur les effectifs

Un des principaux enseignements des livres blancs est que les effectifs des communautés de chercheur.e.s que nous évoquons, même lorsqu'elles sont dynamiques et innovantes, peuvent être dans telle ou telle discipline relativement minces, et, si l'on croise zones et disciplines, deviennent parfois squelettiques. Ainsi, les sociologues spécialisé.e.s sur l'Afrique ne sont-elles et ne sont-ils pas plus d'une vingtaine, généralement dispersé.e.s dans plusieurs laboratoires pluridisciplinaires. Le nombre de chaires sur l'histoire de l'Amérique du Nord diminue depuis de nombreuses années et, sur l'histoire du monde arabe contemporain, on ne compte plus que six ou sept professeurs des universités en France, dont seulement un professeur d'histoire du Maghreb (à Paris 1). Enfin, à la rentrée de septembre 2016, il n'y avait plus aucun professeur d'université en islamologie, ce qui est inquiétant, même si quatre directeurs d'études maintiennent la tradition de

cette discipline à l'EPHE. L'organisation disciplinaire du système universitaire peut aggraver cette fragilité résultant du petit nombre de chercheur.e.s et assécher des filières de recrutement de doctorant.e.s. Ainsi, l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM), pourtant l'un des laboratoires les plus importants sur l'histoire du monde arabe, n'est plus en mesure d'encadrer des thèses en histoire depuis le départ en retraite du seul titulaire de cette discipline.

Pour prendre un exemple régional dans une perspective pluridisciplinaire, alors que les récents accords internationaux vont vraisemblablement amorcer une montée en puissance des études sur l'Iran et que vivent dans notre pays de nombreuses personnes de nationalité ou d'origine iraniennes, il n'y a aujourd'hui en France aucun spécialiste habilité à diriger des recherches sur l'histoire moderne et contemporaine ou sur la géographie de l'Iran, les deux seuls professeurs ayant enseigné ces disciplines étant désormais émérites. Toutes disciplines confondues, il y a trois habilitations à diriger des recherches (HDR) seulement dans l'équipe Mondes iranien et indien (sur l'histoire de l'Iran ancien, histoire de l'Iran timouride, linguistique). La rentrée 2016 a heureusement vu deux recrutements au niveau professeur d'université (PU) à Paris 3 et Strasbourg. Si l'on ajoute une maître de conférences HDR, à Aix-en-Provence, en linguistique persane, un sociologue directeur d'études à l'EHESS, un autre sociologue, professeur à Paris 7, nous avons fait le tour des spécialistes des sciences sociales de l'Iran contemporain, au niveau national, capables d'encadrer

des recherches. C'est insuffisant et l'on pourrait dire la même chose des études turques, malgré le grand nombre d'habilitations actuellement soutenues sur la Turquie ou l'Asie centrale. La demande croissante des étudiants, de plus en plus nombreux à se spécialiser sur le monde turco-iranien, ne peut toutefois être encadrée. Dans un tel contexte, la France, malgré la qualité de son dispositif sur l'Iran (une UMR partiellement dédiée ; l'Institut français de Recherche en Iran (IFRI) et sur la Turquie, peut difficilement envisager de rivaliser avec ses collègues états-uniens, britanniques ou allemands.

La mesure globale des recherches concernant l'Asie, dont les États couvrent près d'un tiers des terres émergées et abritent 60 % de la population mondiale, est également riche d'enseignements. Les forces de la recherche publique française sur ces pays, toutes disciplines de sciences humaines et sociales confondues, sont concentrées dans 46 laboratoires, qui comptent, en tout et pour tout, 650 chercheur.e.s statutaires environ, auxquels le.s s'ajoutent environ 730 doctorant.e.s et postdoctorant.e.s. Le nombre des personnels de soutien et de support à la recherche dans ces laboratoires ne dépasse pas la centaine.

Si nous descendons à une échelle plus fine, en regardant la situation des différents pays de l'Asie à travers les membres du Réseau Asie, animé par le GIS Études asiatiques, nous observons que la recherche française est concentrée principalement sur trois pays : la Chine, le Japon et l'Inde, qui représentent respectivement 21,5 %, 13,5 et 11,5 % du total des chercheur.e.s sur l'Asie. Ce sont les seuls pays réunissant

plus d'une centaine de spécialistes. Pour d'autres pourtant particulièrement importants dans la géopolitique mondiale, comme les Corées, l'Indonésie ou la Thaïlande, le nombre de spécialistes en SHS en France oscille entre trente et quarante seulement, même si, ponctuellement, d'autres chercheur.e.s peuvent s'y intéresser sous un angle thématique.

Pour certains pays, comme le Pakistan, particulièrement difficile d'accès ces dernières années, mais aussi le Bangladesh, le Sri Lanka, le Laos, les Philippines, la Birmanie ou encore Taïwan, la couverture est très faible. On note également le peu d'intérêt pour les rapports entre l'Asie et l'Océanie, pourtant en évolution rapide, en raison de la présence chinoise notamment, et qui devraient intéresser la France, compte tenu de sa forte présence dans cette partie du monde.

Autre exemple, le nombre de chercheur.e.s intéressé.e.s par les Amériques semble assez élevé en apparence : 879 personnes. Ce chiffre est cependant en retrait depuis le recensement de 2009. Par ailleurs, on note, comme pour d'autres aires, un fort vieillissement qui pèse sur l'avenir. Enfin, si certains pays ou spécialités sont assez bien lotis, comme les études de management et gestion sur les États-Unis, d'autres le sont beaucoup moins. Dans certains cas, la situation est surprenante. Ainsi, un certain antiaméricanisme, fort jusqu'aux années 1990, et peut-être une certaine crainte de confronter les universitaires américains sur leur terrain ont eu pour conséquence le faible développement de l'étude des États-Unis dans certaines disciplines.



On pourrait enfin citer le petit nombre de professeurs d'université sur l'Afrique. À l'université Paris 1, où cette spécialité est bien présente, si l'on prend par exemple le cas de l'histoire, un professeur est présent pour l'histoire ancienne, de l'Antiquité à l'époque moderne, et un autre doit encadrer les thèses concernant l'ensemble du continent à l'exclusion de l'Afrique du Nord, du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle. La spécialisation par ensembles régionaux, et *a fortiori* par pays, reste donc inenvisageable.

Les analyses développées ici ne sont, bien sûr, en rien des jugements de valeur sur la qualité intrinsèque des recherches scientifiques menées par tels ou tels communautés, discipline et champ de recherches. Il n'est pas rare, par ailleurs, qu'un secteur ou une discipline identifiés dans les livres blancs comme en crise ou en déclin à l'échelle nationale ou sur certains sites puisse se prévaloir de personnalités tout à fait reconnues et actives à l'échelle internationale.

### 3. Études aréales et politique de site

À ce propos, la répartition géographique des forces de recherche sur le territoire national témoigne, depuis plusieurs années, d'un fort tropisme parisien, encore inégal selon les disciplines mais qui ne cesse de se renforcer. Notons, par exemple, que près de la moitié des thèses soutenues annuellement en France sur l'Afrique (44 %) le sont à Paris. Les deux tiers des effectifs des laboratoires travaillant exclusivement ou partiellement sur l'Asie sont également situés à Paris ou en région parisienne. Les raisons de cette concentration sont

connues : proximité des centres de ressources documentaires ; facilité des connexions avec le monde et les régions étudiées, en particulier pour les transports ; concentration des établissements de recherche et d'enseignement supérieur, et des séminaires de recherche tournés vers les études aréales, au premier rang desquels l'EHESS, l'EPHE, l'Inalco ou encore les universités de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris-Sorbonne, Paris Diderot-Paris 7, Paris 8 ou Paris-Nanterre. Il est vrai que les plus petits sites en région ont des difficultés à atteindre la masse critique de chercheur.e.s qui leur permettrait de peser sur les dispositifs d'enseignement et sur les profils de recrutement des MCF et professeurs.

Parmi les pôles régionaux qui continuent à abriter une recherche structurée en études aréales, Aix-en-Provence est servi par la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) et par le choix scientifique fort qu'il a fait vers l'étude des sociétés et des populations de la Méditerranée (avec, en particulier, le Labexmed). Le site abrite également l'UMR Credo qui est la seule unité entièrement tournée vers le Pacifique (UMR CNRS, EHESS, Aix-Marseille Université (AMU)). Le site de Lyon conserve aussi une place dans ce domaine, en particulier grâce à l'UMR Institut d'Asie orientale et à d'autres unités sur l'Asie, ainsi qu'aux unités d'archéologie et d'histoire consacrées à l'Orient, autour de la fédération de recherche Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM). Le site bordelais a gardé une réelle pertinence sur l'Afrique, grâce à une tradition ancienne (la Maison des Suds) et la présence de l'UMR Les Afriques dans le monde.

Le site de Toulouse conserve une tradition de recherche sur les Amériques avec l'Institut d'études pluridisciplinaires des Amériques de Toulouse et la Maison universitaire franco-mexicaine, comme c'est le cas du site de Rennes avec l'Institut des Amériques-Rennes. Les autres sites en région ont parfois gardé soit une EA tournée vers une aire spécifique, soit des thématiques de recherche de niche, ou bien n'ont plus qu'une activité dispersée, liée au rayonnement d'un ou de plusieurs chercheur.e.s ou enseignant.e.s-chercheur.e.s de premier plan.

Pour reprendre l'indicateur des soutenances de thèses sur les mondes africains, les sites de Grenoble, Lille, Nice, Montpellier, Toulouse et Strasbourg ne représentent qu'entre 2 et 4 % de l'ensemble. Pour l'Asie, la situation semble cependant plus contrastée. Si douze établissements parisiens (Paris 7, Paris 1, EHESS, Paris IV, Paris 3, Paris X, Paris 5, Paris 8, l'Inalco, Paris 2, EPHE et Sciences Po Paris) concentrent à eux seuls 61 % des thèses soutenues sur l'Asie entre 1970 et 2013, cette polarisation semble avoir régressé depuis 2000 puisqu'ils ne représentent plus que 52 % des thèses soutenues sur l'Asie entre 2000 et 2013 alors que certains pôles universitaires comme Aix-Marseille, Nice, Bordeaux, Lyon, Rouen, Nantes et Montpellier ont connu une forte progression durant la dernière période étudiée.

Dans l'ensemble, les Comue créées dans le sillage de la loi de 2013 sur l'enseignement supérieur et la recherche semblent avoir peu envisagé de placer explicitement une aire mondiale au cœur de leur programme scientifique. Il y a cependant

d'importantes exceptions : AMU, qui a mis la Méditerranée au centre de sa stratégie générale de recherche ; HESAM, qui a présenté une thématique sur « Afrique(s) en devenir » parmi les grands axes du projet d'Initiatives-Science-Innovation-Territoires-Économie (ISITE) présenté dans le cadre du deuxième programme d'investissements d'avenir (PIA 2) ; et Paris Sciences et Lettres, dans le cadre de l'Initiative de recherches stratégiques et interdisciplinaires (IRIS) Études globales, qui porte sur l'ensemble des aires. La collaboration entre les UMIFRE et les Comue, encouragée par le CNRS, se met en place, mais d'une manière relativement lente. L'ouverture en 2019 du Campus Condorcet, qui verra une concentration exceptionnelle d'unités de recherche tournées vers les différentes aires mondiales, marquera sans doute une évolution.

Il est indiscutable que l'installation des Comue dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) français ouvre une période complexe pour le devenir de certaines unités de recherche dans le domaine des études aréales, qui ont à présent pour tutelles des établissements appartenant à des Comue différentes. Cela peut affaiblir des dynamiques de coopération établies de longue date entre les chercheur.e.s, mais peut aussi permettre de nouvelles coopérations trans-aréales, voire interdisciplinaires, avec d'autres unités de la même Comue. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, beaucoup dépendra de l'engagement des communautés scientifiques.

Une réponse peut être, par ailleurs, un développement encore accru des réseaux de recherche. Les groupements d'intérêt

scientifique articulent, en effet, une mission d'observation de leurs aires et domaines de compétences avec un rôle de mise en relation des unités de recherche et des chercheur.e.s elles-mêmes et eux-mêmes, à travers les réseaux qu'elles et ils animent et les congrès nationaux qu'elles et ils organisent régulièrement (comme les Rencontres des Études africaines en France ou les Congrès du Réseau Asie).

L'attention des GIS portée aux réseaux de jeunes chercheur.e.s est notable et particulièrement efficace. À titre d'exemple, l'Institut des Amériques attribue chaque année, sur appel à candidatures, quatre contrats doctoraux dont l'originalité est que les étudiants en question sont affectés dans des pôles de l'IDA situés sur le continent américain où ils valorisent la recherche française auprès des partenaires locaux. Ce dispositif devrait être étendu aux autres GIS.

Les GIS, comme, ponctuellement, sur certaines thématiques, des groupements de recherche (GdR), plus souples dans leur fonctionnement, sont donc des outils particulièrement adaptés pour maintenir des liens entre les grands sites de recherche qui sont en train de se mettre en place.

L'IISMM peut avoir une valeur de modèle en ce qui concerne le développement des interfaces entre la recherche et la société. Il dispose de locaux à Paris (boulevard Raspail) et d'une équipe de direction assistée de trois personnels administratifs. Certaines des missions de l'IISMM (comme la diffusion de l'information scientifique) sont communes à celles du GIS

Moyen-Orient et mondes musulmans alors que d'autres, en particulier dans le domaine de la formation continue, sont propres et connaissent actuellement un essor remarquable. La transformation récente de l'IISMM en UMS commune au CNRS et à l'EHESS, qui servira également d'appui au GIS Moyen-Orient et mondes musulmans, devrait permettre à ses missions de connaître une nouvelle accélération.

L'Institut des Amériques dispose quant à lui, au sein de sa cellule permanente, de chargés de mission qui cherchent à la fois à développer les relations avec le monde économique et à valoriser la recherche française à l'international, leur action étant facilitée par le statut de partenaire privilégié de la Fondation Union européenne-Amérique latine et Caraïbes (EU-LAC) du GIS.

